

The Houston Economic Summit

Houston, Texas
July 9-11, 1990



CANADA

Sommet économique de Houston

Houston (Texas)
du 9 au 11 juillet 1990

La nouvelle structure de l'Europe

Par suite des bouleversements qui se sont produits en Europe en 1989, tout le continent européen tente présentement de redéfinir le cadre de son fonctionnement, tant sur les plans économique et politique que sur le plan de la sécurité. À cause des nombreux facteurs en jeu, il est toutefois impossible de prévoir exactement quel sera l'aboutissement de ce processus qui devrait s'étendre sur plusieurs années. Le Canada doit s'ajuster à ces changements puisqu'ils affectent profondément ses intérêts et son rôle sur ce continent.

L'aspect que revêtra la nouvelle structure européenne dépendra en grande partie de la manière dont se fera la réunification de l'Allemagne et de la ligne de conduite que l'Allemagne réunie adoptera à l'égard de ces changements institutionnels.

Il est essentiel pour la sécurité et la prospérité internationales que la nouvelle Europe maintienne des liens institutionnels étroits avec les pays d'outre-Atlantique. Il est cependant important d'éviter certaines mesures qui exacerberaient le sentiment isolationniste de l'Union soviétique, élément déterminant de la sécurité en Europe.

Le Canada entend contribuer à l'édification des institutions de la future Europe afin d'être en mesure d'y promouvoir efficacement ses intérêts tant sur les plans économique, humanitaire et politique que sur le plan de la sécurité. Le Canada est d'avis que la nouvelle structure européenne devrait s'appuyer sur les fondements solides que constituent l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), en plus de resserrer les liens avec la Communauté européenne.

Le système de défense permanent et collectif que représente l'Alliance atlantique aura un rôle particulièrement important à jouer au cours de la période de transition qui s'annonce en Europe. Le Canada est en faveur du maintien d'une présence

adéquate de l'OTAN en Europe, mais il souhaite une réduction des forces nucléaires et conventionnelles. Le Canada croit par ailleurs que l'OTAN devrait adapter sa philosophie et sa stratégie aux nouvelles réalités qui ont fait des ennemis d'hier de nouveaux amis et mis fin à la Guerre froide.

Le Canada a toujours préconisé un accroissement du rôle politique de l'OTAN. Bien qu'il importe de respecter le désir de nos partenaires européens de poursuivre leur intégration politique à la Communauté européenne, une certaine dose de pragmatisme et de souplesse devrait permettre la tenue de vastes consultations sur des questions fondamentales de sécurité internationale. Le dialogue entre l'OTAN d'une part et l'URSS et les nouvelles démocraties d'Europe centrale et d'Europe de l'Est d'autre part, sera un élément important de ce processus.

Le Canada attache beaucoup d'importance à la CSCE, qu'il considère comme le principal forum de discussion des questions économiques, humanitaires et politiques et des questions de sécurité (e.g. vérification, instauration de la confiance, résolution des conflits) en rapport avec l'avenir de la structure européenne. Il faudrait faire de la CSCE une institution qui s'appuierait sur les travaux d'organismes déjà existants tels que le Conseil de l'Europe et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En plus de recevoir ses directives des plus hautes instances politiques, la CSCE devrait pouvoir tirer parti des réunions ordinaires des parlementaires et même du secteur privé (comme ce fut le cas à Bonn lors de la conférence de la CSCE sur la coopération économique en Europe.)

L'une des fonctions les plus utiles de la CSCE est qu'elle permet au Canada, aux États-Unis et à l'URSS de continuer à jouer un rôle actif en Europe dans un grand nombre de domaines.